



## Aucun remède pour un Processus de Kimberley défaillant : les discussions à Dubaï s'achèvent une nouvelle fois sans réforme

### Réunion plénière du Processus de Kimberley 2025

#### Remarques de clôture de Coalition de la société civile

21 novembre 2025

Dubaï, Émirats arabes unis

Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons au terme de la réunion plénière 2025 du Processus de Kimberley (PK) et de l'actuel cycle d'examen et de réforme du processus. Bien que cela ne soit pas surprenant, c'est évidemment une énorme déception pour la société civile qu'une fois de plus, le Processus de Kimberley n'ait **pas réussi à élargir la définition des diamants de conflit**. Nous savons que nous avons l'air de nous répéter, et nous aurions vraiment souhaité qu'il en soit autrement.

**Commençons par le positif** : après plus de huit années d'efforts, nous avons été soulagés de voir que notre formulation sur la « violence systématique ou généralisée » semblait enfin proche d'un consensus au sein du PK. Nous remercions sincèrement la présidente du sous-groupe, Kele Mafole du World Diamond Council, pour sa facilitation diligente et sa modération patiente qui nous ont aidés à arriver jusque-là.

Mais cela **n'a pas suffi à sortir de l'impasse générale**. Comme certains ont tenté dès le début d'orienter la discussion de manière à pouvoir rejeter la responsabilité du résultat sur les autres, nous estimons qu'il est de notre devoir, en tant que sentinelle de ce processus, de rétablir la vérité. Aucun groupe n'a bloqué à lui seul les progrès. Des veto ont été émis de toutes parts, conduisant à une impasse fondamentale.

La société civile continue d'exiger transparence et honnêteté. Cette semaine, nous avons souvent eu l'impression que le monde était sens dessus dessous. Tout à coup, **tout le monde prétendait parler au nom des communautés et les défendre**, y compris, et surtout, ceux qui ont toujours refusé toute forme de responsabilité de l'État dans les conflits et les violences. Un grand nombre de participants ont en effet plaidé en faveur d'un traitement spécial : la violence n'est un problème que si elle *n'est pas* causée par des acteurs étatiques, et non lorsqu'elle provient de gouvernements en guerre ou de la police ou de l'armée qui font usage d'une force excessive contre les communautés. Essayez d'expliquer cela aux communautés qui en font les frais. Il est plus que cynique d'utiliser leurs souffrances pour défendre des positions motivées par des intérêts personnels.

Si les débats sur la définition sont importants, ils sont loin d'être suffisants pour réparer un PK défaillant. Cela **nécessite de repenser sérieusement la manière dont le PK est mis en œuvre et dont les décisions sont prises.**

Premièrement, comment le PK détermine-t-il quand des diamants sont des diamants de conflit ? Dans le système et le contexte actuels, toute décision de ce type serait tout simplement rejetée.

Deuxièmement, que se passe-t-il si le PK identifie des diamants de conflit ? Le cas de la République centrafricaine a montré que les embargos, sans mesures d'accompagnement fortes, sont contre-productifs. Ils alimentent la contrebande et la violence au lieu de les arrêter.

Enfin, comment le PK traite-t-il les nombreux autres défis qu'il a déjà reconnus dans la Déclaration de 2021 sur l'approvisionnement responsable en diamants ? Jusqu'à présent, cette reconnaissance n'a entraîné aucun changement dans le fonctionnement du PK.

Il en résulte **un PK qui reste détaché de la réalité** à un moment où les défis sont écrasants et où le PK refuse d'assumer ses responsabilités. Sa portée reste une aiguille dans une botte de foin. Les communautés touchées par l'exploitation diamantifère se demandent comment ce programme peut être pertinent face aux nombreux problèmes auxquels elles sont confrontées.

Participants et observateurs du PK,

La Coalition de la société civile tient à souligner une nouvelle fois l'importance des visites d'évaluation. Elles ne sont pas une simple formalité. Elles constituent le seul moyen de vérifier si les pays respectent réellement leurs engagements dans le cadre du PK. Associées aux rapports annuels et à l'analyse des données, elles devraient contribuer à protéger l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en diamants. Mais nous constatons de sérieux problèmes. Certains pays n'ont pas demandé de visite d'évaluation ou n'en ont pas reçu depuis 10 à 15 ans. D'autres ne soumettent pas de rapports annuels, nous privant ainsi des données statistiques de base.

Un autre problème majeur est la portée limitée de ces examens. De nombreuses préoccupations essentielles des communautés et des consommateurs sont tout simplement ignorées, notamment la corruption, les dommages environnementaux et l'insécurité qui alimentent le commerce illégal des diamants. Aujourd'hui, trop de visites d'évaluation sont devenues des exercices purement formels. Si nous voulons vraiment une chaîne d'approvisionnement en diamants responsable et exempte de conflits, il faut que ces évaluations soient honnêtes et sérieuses et qu'elles tiennent compte des véritables défis à relever.

Participants et observateurs du PK,

La Coalition de la société civile remercie le WGAAP et son président, Maurice Miema, de la RDC, d'avoir fait de la mise en œuvre du Cadre 7 (Frame 7) sur les principes d'approvisionnement responsable en diamants une priorité, et d'avoir élaboré un guide pour soutenir sa mise en œuvre, son suivi et son reporting.

Dans le même temps, nous sommes préoccupés par les efforts déployés par certains participants pour limiter la contribution de la société civile, réduire notre rôle de surveillance ou, plus généralement, empêcher le PK d'avancer sur cette question. Soyons clairs : la société civile surveille le secteur diamantaire et fournit des informations indépendantes, en particulier sur les droits humains et les impacts environnementaux. Nous continuerons, au sein et en dehors du PK, à représenter les communautés touchées, à faire connaître les réalités du terrain dans le

cadre de ce processus, à surveiller la mise en œuvre et à promouvoir une meilleure gouvernance, une plus grande transparence et le respect des droits humains dans l'industrie diamantaire.

Pour conclure, je tiens à informer l'assemblée plénière du PK que mon mandat de coordinateur de la Coalition de la société civile touche à sa fin. C'est avec beaucoup de confiance que j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que la Coalition va passer sous une nouvelle direction. Je suis ravi de vous présenter notre nouveau coordinateur, Abu Brima. Fort de sa solide expérience des questions relatives au PK, je suis convaincu qu'Abu continuera d'apporter sa riche expérience et ses idées novatrices à la Coalition de la société civile et au PK. Je tiens à remercier mes collègues de la Coalition de la société civile, le président du PK et son équipe, ainsi que tous les participants et observateurs du PK pour la collaboration dont ils ont fait preuve pendant mon mandat de coordinateur de la CSC.

Sur ces remarques, je vous remercie tous de votre attention.

Jaff Bamenjo  
Coordonnateur de la CSC du PK